**ARRET N° 050/25/1C-
P5/VE/MARL/CA-COM-C
du 16 Juin 2025**

**RÔLE GENERAL
BJ/CA-COM-
C/2024/1215**

ODU UKEGBU

(Me Rafikou ALABI)

C/

AGWU Bestman Nma

(Me ADJAGBA-Me DOVONOU)

**Objet :Appel contre
jugement N°
048/24/CJ2/S1/TCC du
05/6/2024**

**(PAIEMENT ET
DOMMAGES- INTERÊTS)**

**REPUBLIQUE DU BENIN
COUR D'APPEL DE COMMERCE DE COTONOU
PREMIERE CHAMBRE PÔLE 5**

**PRESIDENT : Goumbadé Appolinaire HOUNKANNOU
CONSEILLERS CONSULAIRES : François AKOUTA et Laurent
SOGNONNOU**

**MINISTERE PUBLIC : Christian ADJAKAS
GREFFIER D'AUDIENCE : Olga C. HOUETO ALOUKOU
DEBATS : 24 Mars 2025**

**MODE DE SAISINE DE LA COUR : acte d'appel avec
assignation en date du 13 Juin 2024 de Maître Wakili
LAGUIDE , Huissier de Justice;**

**DECISION ATTAQUEE :N°048/2024/CJ2/S1/TCC du 05 Juin
2024;**

**ARRET CONTRADICTOIRE: N° 050/25/1C-P5/VE/MARL/CA-
COM-C du 16 juin 2025 ;**

LES PARTIES EN CAUSE

APPELANT: ODU UKEGBU, de nationalité nigériane, résident en
chine, titulaire du numéro de téléphone +86 135 3993 3594,
représenté par Philip OKECHUKWU IKPEMBA tél :97 07 40 43 ;

**Assisté de Maître Rafikou A. ALABI, Avocat au barreau du
Bénin ;**

D'UNE PART

INTIME:

AGWU Bestman Nma, de nationalité nigériane, commerçant
demeurant et domicilié à Aba, Abia State, Nigéria Tél : 40 57 56
28/+248 28 55 12 ;

Assisté de Maîtres **Elie Mahoussi DOVONOU et Gracia ADJAGBA
AMOUSSOU, tous Avocats au barreau du Bénin ;**

D'AUTRE PART,

La cour,

Vu les pièces du dossier ;

Oui les conseils en leurs conclusions et plaidoiries ;

après en avoir délibéré conformément à la loi

FAITS ET PROCEDURES

Suivant exploit du 03 juillet 2023, AGWU Bestman Nma a attiré ODU UKEGBU par devant le tribunal de commerce de Cotonou, pour obtenir sa condamnation au paiement des sommes de 6.000.000 Nairas soit 7.740.000 francs CFA, représentant le montant principal de la créance et 5.000.000 francs CFA à titre de dommages-intérêts, assortie de l'exécution provisoire sur minute. ODU UKEGBU a résisté à ces prétentions et fait savoir que c'est plutôt AGWU Bestman Nma qui lui doit la somme de 879.453 francs CFA.

Statuant sur ce contentieux, le président de la deuxième chambre de jugement de la section I du tribunal de commerce de Cotonou a rendu, entre les parties, le 05 juin 2024, le jugement n°048/2024/CJ2/S1/TCC dont le dispositif est libellé ainsi qu'il suit :

« PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement et contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Condamne ODU UKEGBU à payer à AGWU Besrman Nma les sommes de cinq millions deux cent quarante mille (5.240.000) francs CFA, représentant le solde du prix de vente des marchandises et deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;

Ordonne l'exécution provisoire à hauteur de moitié, de la décision sur le paiement du solde du prix de vente, soit la somme de deux millions six cent vingt mille (2.620.000) francs CFA ;

Condamne ODU UKEGBU aux dépens.» ;

Par acte d'appel en date du 15 juin 2024, avec assignation de AGWU Bestman Nma par-devant la Cour d'Appel de Cotonou statuant en matière commerciale, ODU UKEGBU a relevé appel de ce jugement et a sollicité de la juridiction de céans de: le recevoir en son appel, infirmer le jugement attaqué en ce qu'il l'a condamné à payer à AGWU Bestman Nma les sommes de cinq millions deux cent quarante mille (5.240.000) francs CFA, représentant le solde du prix de vente des marchandises et deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus , statuant à nouveau, faire droit à ses demandes ;

Au soutien de ses demandes, ODU UKEGBU a, à travers l'acte d'appel, par l'organe de son conseil, exposé qu'il est débiteur de l'intimé d'une somme de 6.0000.000 Naira soit la somme de 2.445.000 francs CFA ;

Qu'il a sollicité une aide auprès de son partenaire commercial afin de

rembourser sa dette ;

Qu'en ses lieux et place, le nommé Philip OKECHUKWU IKPEMBA a convenu de régler ladite dette et a procédé au paiement d'une somme totale de 2500.000 francs CFA ;

Qu'en considérant la devise du Naira, la différence entre le montant dû et celui payé à ce jour, l'appelant est débiteur de 5000 francs CFA ;

Que curieusement, le premier juge l'a condamné, à tort, à payer à AGWU Bestman Nma les sommes de cinq millions deux cent quarante mille (5.240.000) francs CFA, représentant le solde du prix de vente des marchandises et deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Qu'il y a lieu d'infirmer le jugement entrepris ;

AGWU Best Man a, par l'organe de son conseil, sollicité le rejet de toutes les prétentions de l'appelant et la confirmation du jugement entrepris en toutes ses dispositions ;

Il fait savoir au soutien de ses demandes que dans le cadre de ses activités, il est entré en relation d'affaire avec son ancien collaborateur ODU UKEGBU qu'il a connu à Cotonou ;

Que ce dernier résidant désormais en Chine, il l'a sollicité pour des commandes de tissus qu'il a l'habitude de lancer depuis la Chine ;

Que c'est dans ce cadre qu'il lui a envoyé la somme de six millions (6.000.0000) Naira soit 7.740.000 le 07 juin 2022 via le numéro de compte 6161899270 que ODUUKEGBU lui a précédemment communiqué ;

Qu'après avoir perçu lesdits fonds, ce dernier a coupé tout contact avec lui ;

Que de ce fait, toutes ses activités commerciales sont restées bloquées en raison du défaut de moyens financiers ;

Qu'il n'a pu entrer en possession ni des marchandises commandées et pour lesquelles il a loué des magasins où il continue de payer les loyers, ni de son argent ;

Que toutes ses démarches amiables à cette fin ont été vaines ;

Que pour garantir sa créance et empêcher l'appelant de liquider le stock de la marchandise disponible dans divers magasins, il a sollicité du Président du tribunal de commerce de Cotonou une ordonnance

aux fins de saisie conservatoire ;

Qu'il a mis lesdites marchandises sous mains de justice suivant procès-verbal des biens meubles en date du 05 juin 2023 ;

Qu'en dépit de la saisie des marchandises, le représentant de l'appelant au Bénin, Philip OKECHUWU IKPEMBA, s'est permis de déplacer les marchandises des magasins pour une destination inconnue après avoir émis par son conseil une proposition de paiement sans échéance définie ;

Que c'est en l'état qu'il a, par exploit en date du 03 juillet 2024, attiré ODU UKEGBU par devant le tribunal de commerce de Cotonou pour obtenir sa condamnation au paiement des sommes de 6.000.000 Naira soit 7.740.000 francs CFA et de 5.000.000 francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Qu'au terme des débats, le premier juge a, à bon droit, condamné ODU UKEGBU à payer à AGWU Bestman Nma les sommes de cinq millions deux cent quarante mille (5.240.000) francs CFA, représentant le solde du prix de vente des marchandises et deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus tout en ordonnant l'exécution provisoire à hauteur de moitié, de la décision sur le paiement du solde du prix de vente, soit la somme de deux millions six cent vingt mille (2.620.000) francs CFA ;

Qu'en articulant ainsi qu'il a l'a fait le premier juge, a fait une bonne appréciation des faits et une saine application de la loi ;

Que sa décision mérite donc confirmation pure et simple sur tous les points ;

L'appelant n'a pas comparu devant la juridiction de céans, il ne s'est pas conformé non plus aux dispositions de l'article 23 alinéa 3 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes qui rend obligatoire la constitution d'avocat devant la Cour;

Au regard de ce qui précède, le présent arrêt sera rendu contradictoirement à l'égard de AGWU Bestman Nma et par arrêt réputé contradictoire à l'encontre de ODU UKEGBU;

DE LA DECISION

SUR LA RECEVABILITE DE L'APPEL

Attendu que l'article 621 du Code de Procédure Civile, Commerciale, Sociale, Administrative et des Comptes dispose : « *l'appel tend à faire reformer ou annuler par la Cour d'Appel compétente, un jugement*

rendu par une juridiction inférieure,

Sous réserve des dispositions particulières :

En matière contentieuse, le délai d'appel est d'un (01) mois sauf en matière commerciale ou le délai d'appel est de quinze (15) jours (.....) » ;

Qu'au sens de l'alinéa 6 de l'article 622 du code précité : « *dans les cas où la procédure est introduite par voie d'assignation, l'appel est formé par exploit d'huissier contenant la déclaration d'appel et assignation à comparaître devant la cour d'appel* » ;

Attendu qu'en l'espèce, le jugement n°048/2024/CJ21/S1/TCC a été rendu le 05 juin 2024 par la deuxième chambre de jugement de la section I du tribunal de commerce de Cotonou ;

Que par acte d'huissier en date du 15 juin 2024, avec assignation de AGWU Bestman Nma par-devant la Cour d'Appel de Cotonou statuant en matière commerciale, ODU UKEGBU a relevé appel de ce jugement, soit dix (10) jours après ladite décision ;

Attendu que cet appel est donc respectueux des forme et délai prescrits par la loi ;

Qu'il convient de le déclarer recevable ;

SUR LE JUGEMENT ENTREPRIS

Attendant que ODU UKEGBU, excipant de ce que les six millions (6.000.000) Nairas perçus auprès de AGWU Bestman Nma équivaut à deux millions quatre cent trente mille (2.430.000) francs CFA alors qu'il a remboursé à ce dernier au total trois millions trois cent neuf mille quatre cent cinquante-trois (3.309.453) francs CFA et disposant de ce fait une créance d'un montant de huit cent soixante dix-neuf mille quatre cent cinquante-trois (879.453) francs CFA, sollicite l'infirmité du jugement entrepris en ce que le premier juge l'a condamné à payer à AGWU Bestman Nma les sommes de cinq millions deux cent quarante mille (5.240.000) francs CFA, représentant le solde du prix de vente des marchandises et deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;

Attendu qu'aux termes de l'article 621 alinéa 1 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, « *l'appel tend à faire reformer ou annuler par la cour d'appel compétente un jugement rendu par une juridiction inférieure* ;

Qu'en outre, conformément à l'article 641 du même code, l'appel ne défère à la Cour que la connaissance des dispositions du jugement

qu'il critique expressément ou implicitement et de ceux qui en dépendent ;

Que l'article 896 du même texte dispose : « *La partie qui conclut à l'infirmité du jugement doit expressément énoncer les moyens qu'elle invoque sans pouvoir procéder par voie de référence à des conclusions de première instance* » ;

Qu'il s'ensuit que toute personne qui interjette appel d'un jugement doit exposer à la cour d'appel compétente les griefs qu'elle formule à l'égard dudit jugement ;

Attendu qu'en l'espèce, l'appelant, n'ayant pas constitué un conseil conformément à l'article 23 alinéa 3 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes pour assurer sa défense alors que la constitution de l'avocat est obligatoire devant la juridiction de céans ;

Que ce faisant, il n'a mis à la cour en mesure de savoir véritablement les griefs et moyens qu'il entend formuler contre le jugement entrepris aux fins de le voir infirmer ;

Qu'il s'est contenté de relever dans l'acte de saisine de la juridiction de céans que c'est plutôt l'intimé qui lui reste devoir la somme de huit cent soixante dix-neuf mille quatre cent cinquante-trois (879.453) francs CFA sans avoir rapporté la preuve de ses prétentions ;

Que par contre, AGWU Bestman Nma, a par l'entremise de son conseil, sollicité la confirmation du jugement entrepris en toutes ses dispositions ;

Attendu qu'il ressort de ce qui précède, que faute de constitution de l'avocat pour assurer sa défense en dépit de plusieurs renvois à lui concédés à cet effet, l'appelant n'a pas mis la cour en état de statuer convenablement sur le bien ou mal fondé de son appel ;

Qu'il y a lieu de confirmer en toutes ses dispositions le jugement entrepris ;

Attendu que ODU UKEGBU est, en l'espèce la partie succombante, il sera condamné aux entiers dépens ;

PAR CES MOTIFS ,

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en appel et en dernier ressort ;

En la forme

Reçoit ODU UKEGBU en son appel ;

Au fond

Confirme, en toutes ses dispositions, le jugement n°048/2024/CJ21/S1/TCC rendu, entre les parties, le 05 juin 2024, par la deuxième chambre de jugement de la section I du tribunal de commerce de Cotonou

Condamne ODU UKEGBU aux entiers dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT

Olga C. HOUETO ALOUKOU

G. Appolinaire HOUNKANNOU